



Nous nous réjouissons du nouvel esprit qui anime les rapports entre les deux grands et des réalisations tangibles qui en découlent. Les mesures de vérification prévues dans l'accord sont les plus rigoureuses qu'on ait vues dans un traité de contrôle des armements à ce jour. Pour la première fois, des inspecteurs américains seront stationnés en territoire soviétique, et vice-versa. De telles mesures sont essentielles non seulement pour garantir le respect de l'accord mais pour créer un climat de confiance. Ce précédent sera extrêmement précieux pour la négociation d'autres accords de réduction des armements.

Il n'y a pas lieu de craindre que le retrait de ces missiles entraîne un effritement des liens entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Ces liens étaient déjà solides avant le déploiement des missiles et ils le demeureront après leur retrait. La présence de troupes américaines et canadiennes en Europe est une preuve probante de l'importance qu'attachent nos deux pays à leurs engagements militaires envers l'Europe.

La sécurité est indivisible. L'élimination des missiles de portée intermédiaire profitera à tous les pays de l'Occident. Mais les armes qui menacent directement le Canada — les missiles intercontinentaux ainsi que les sous-marins et bombardiers porteurs d'armes nucléaires — ne sont pas visés par cet accord. Nous sommes donc particulièrement heureux des progrès réalisés au cours de ce sommet à l'égard des armes stratégiques. Le Canada espère que le traité FNI sera l'amorce d'une réduction des énormes arsenaux nucléaires encore existants, et qu'il mènera à la conclusion d'un accord à Moscou le printemps prochain. Cela répondrait à notre préoccupation la plus fondamentale : une sécurité stable à des niveaux d'armement beaucoup plus bas.

Le traité sur les missiles de portée intermédiaire nous en dit long sur la signification et l'importance de la sécurité collective. En 1979, l'Alliance occidentale a décidé de déployer un nombre limité de ces missiles. Nous avons en même temps offert de négocier des réductions avec l'URSS. Certains gouvernements de l'Europe de l'Ouest ont subi de fortes pressions publiques les incitant à ne pas fournir de bases pour ces missiles. Nos alliés européens ont résisté à ces pressions. Quand ils se sont aperçus que l'Alliance ne pourrait pas être divisée, les Soviétiques sont retournés à la table qu'ils avaient quittée

en 1983. Le traité qui vient d'être signé montre clairement le bien-fondé de la politique de l'OTAN, qui est d'allier la dissuasion au dialogue. Nous n'abandonnons ni l'un ni l'autre élément à notre détriment.

### *Changement et continuité dans les relations Est-Ouest*

Le traité est bien accueilli pour ce qu'il accomplit. Il est bien accueilli aussi pour ce qu'il nous dit au sujet des relations Est-Ouest. Il y a quelques années seulement, la conclusion d'un tel accord semblait très lointaine, désespérément utopique.

Tant de choses ont changé depuis. Voilà que se trouvent à notre portée des objectifs qui, il n'y a pas si longtemps, étaient considérés comme étant pratiquement irréalisables : des réductions importantes des armements, le règlement des conflits régionaux et des progrès sur le plan des droits de la personne.

Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions au sujet des obstacles qui restent à franchir ; ils sont de taille. Nous ne devons pas non plus oublier comment nous en sommes arrivés à ce point.

La cohésion entre les pays de l'Ouest demeure aussi indispensable qu'avant. L'antagonisme entre l'Est et l'Ouest ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Bien que nous espérons que les obstacles s'aplanissent, l'Europe demeure divisée. Les forces militaires soviétiques demeurent largement supérieures à ce que n'importe qui dans l'Ouest considérerait comme étant raisonnable et suffisant. Aussi louable qu'elle soit, la *Glasnost* ne parviendra pas à transformer rapidement un pays soumis depuis des siècles à l'autoritarisme russe d'abord, puis à une dictature marxiste.

Il est donc nécessaire de conserver une attitude prudente et cohérente. La liberté devra encore être solidement défendue. L'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ne peuvent, ni individuellement ni ensemble, maintenir un équilibre militaire efficace et stable entre l'Est et l'Ouest par le seul biais des moyens conventionnels. C'est pourquoi l'OTAN continuera de recourir à la dissuasion nucléaire jusqu'à ce que notre sécurité puisse être garantie par d'autres moyens.

Nous devons donc également chercher, par la négociation, à corriger le déséquilibre actuel des forces conventionnelles et à éliminer complètement les armes chimiques. Le fait que certaines

choses soient demeurées inchangées ne doit pas nous faire oublier ce qu'il y a de nouveau et de positif.

M. Gorbatchev fait de courageux efforts pour enrayer l'effritement social, redresser l'économie et améliorer les conditions de vie dans son pays. Si ces efforts visent à laisser plus d'initiative et une plus grande liberté d'expression aux citoyens soviétiques, cette évolution va nettement dans le sens de nos intérêts et des leurs. Nous ne devrions pas hésiter à encourager un dirigeant soviétique qui essaie de desserrer les entraves du passé et qui, pour ce faire, met fin à des erreurs et à des abus de ses prédécesseurs.

Les dirigeants soviétiques commencent à mesurer le prix de l'isolationnisme et l'ampleur du défi de l'interdépendance. L'Union soviétique ne garantira jamais sa sécurité en menaçant celle des autres pays.

Certaines mesures ont été prises. M. Gorbatchev semble reconnaître les avantages d'une action collective par le truchement d'organisations internationales, et nous nous en réjouissons. Évidemment, il y a des questions de confiance qui dépendent de gestes concrets de la part des Soviétiques.

Il y a huit ans que les troupes soviétiques sèment la mort et la destruction en Afghanistan. Jusqu'ici, les dirigeants soviétiques ont fait fi des pressions exercées par la communauté internationale pour qu'ils retirent immédiatement toutes leurs troupes de ce pays. S'ils le faisaient maintenant et laissaient ainsi le peuple afghan décider lui-même de son propre avenir, un tel geste contribuerait fortement à hausser le degré de confiance des autres pays à leur égard.

En Union soviétique et en Europe de l'Est, on a libéré des dissidents, permis la réunification de familles et laissé partir des émigrants. Nous sommes évidemment heureux de ces assouplissements. Mais il y a encore beaucoup trop de personnes qui sont persécutées parce qu'elles tentent d'exercer des droits qui leur sont garantis par des accords internationaux sur les droits de la personne. Nous demandons simplement que les dirigeants soviétiques et de l'Europe de l'Est respectent les engagements qu'ils ont pris librement lors de ces accords.

L'intérêt que porte M. Gorbatchev à l'économie mondiale est compréhensible. Il ne peut pas fermer les yeux sur la révolution qui se produit dans le